

Lors de la campagne électorale que j'ai menée à l'été 2005, le thème principal portait sur la « **p résidentielle permanente**

», à la veille (2 ans avant...) de l'élection pour le trône élyséen elle-même : ce thème est d'autant plus d'actualité aujourd'hui que Ségolène Royal se prétend déjà candidate et que les journalistes annonçaient, dès lundi de la semaine dernière, que le parti sarkozyste était prêt pour

2012

, voire les affrontements fratricides pour...

2017

avaient déjà commencé entre Jean-François Copé et Xavier Bertrand !

Du coup, je n'ai aucun scrupule à republier des extraits de ce **tract monarchiste** que j'avais entièrement rédigé et qui garde, me semble-t-il, une singulière

crédibilité

au regard des agitations politiciennes actuelles. Il y a déjà 3 ans qu'il est lisible sur mon blogue et qu'il ne vieillit toujours pas... Voici le texte original dans ses grandes lignes :

« **Face à la crise des institutions, ne faut-il pas imaginer autre chose que ce qui existe ?** »

Aujourd'hui, avec le quinquennat, la France semble en campagne électorale permanente : tous les débats politiques, économiques et sociaux, sont pollués par l'échéance présidentielle et les jeux d'intérêts politiques. (...)

Où est alors l'intérêt de l'Etat quand il est l'objet de toutes les convoitises ?

*Ainsi, pour mettre un terme à ce spectacle étrange que la République française donne au monde entier, nous pensons qu'il faut à nouveau **inscrire l'Etat dans la durée**, réintroduire la pensée à long terme dans l'action politique.*

Le long terme en politique nécessite la continuité, mais une continuité qui se doit d'être dynamique pour épanouir ses qualités.

Quel Etat peut disposer de la continuité ? Une sixième République parlementaire où l'Etat serait impuissant ? Non, il faut regarder ailleurs !

*C'est pourquoi nous proposons **la Monarchie, héréditaire et successible**, où l'Etat n'est pas le jouet des politiciens ; où l'Etat doit servir avant tout les intérêts du pays qu'il dirige ; où l'Etat doit rendre aux citoyens leurs pouvoirs concrets de parole et d'action dans leurs cadres sociaux (communes, régions, professions).*

Nous ne sommes pas des nostalgiques, nous voulons simplement penser la politique autrement.

Nous voulons mettre l'imagination au pouvoir en instaurant une Monarchie adaptée à notre temps et aux défis de la globalisation. »